



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/02/2026

Droits de douanes : les affrontements au cœur du Capital.

Le Président des États-Unis d'Amérique a utilisé la loi dite « International Emergency Economic Powers Act » (IEEPA) pour décider d'imposer des droits de douanes afin de lutter contre le trafic de narcotiques (pays visés : Canada, Mexique et Chine) et envers les pays enregistrant un excédent commercial vis-à-vis du pays.

La Cour Suprême a jugé ces décisions inconstitutionnelles, ce qui implique un retour aux droits de douane initiaux. Ne sont pas concernés par cette décision les secteurs acier, aluminium et automobile régis par d'autres procédures.

Ainsi semble s'éteindre, du moins provisoirement, l'incendie déclenché dans l'économie mondiale capitaliste (« capitaliste » pour rappel) par le président Trump. Cependant, il convient de se détacher des malheurs des exportateurs de vins et spiritueux français ou des constructeurs d'automobile allemands pour analyser la situation sous un angle plus large.

D'abord quelques chiffres : les États-Unis ont enregistré en 2025 un déficit de la balance commerciale (biens et services) de 900 milliards de \$ (Md\$) tandis que la Chine engrangeait un excédent de quelque 700 Md\$ et l'Union européenne de 300 Md\$ dont la moitié dans les services alors que pour ce secteur, la Chine demeure importatrice nette.

La balance des paiements prend en compte la balance commerciale et les flux financiers entrant/sortant puis détermine en dernière analyse la position débitrice/créditrice d'un pays vis-à-vis du reste du monde. Les États-Unis d'Amérique se caractérisent par un fort déficit (supérieur à 1000 Md\$) tandis que la Chine et l'Union européenne conservent une position créditrice (respectivement 400 Md\$ et 500 Md\$). Il convient de noter que l'Union européenne prospère aussi avec ses placements (écart entre balance commerciale et balance de paiement) tandis que la Chine rembourse le reste du monde (sortie de capitaux).

Les États-Unis d'Amérique sont dans cette situation débitrice depuis une quarantaine d'années, certes de plus en plus prononcée, pour autant, étant donné la place du dollar dans les échanges internationaux, l'attractivité du marché américain (en particulier en termes de placements financiers), les experts du FMI ne sont pas près de débarquer d'urgence à Washington pour imposer des mesures draconiennes de manière à redresser la situation.

Finalement, jusqu'ici, dans la mesure où la première puissance mondiale (du moins en termes de PIB, mais voir plus bas) offrait un débouché (premier importateur mondial), le capitalisme international mondialisé y trouvait son compte. Il est intéressant de noter qu'un ancien patron de l'OMC, Pascal Lamy a réagi aux premières annonces du président Trump par une incompréhension totale : pourquoi casser une machine qui tournait rond, sans difficultés majeures étant donné précisément la place du dollar dans les échanges mondiaux.

C'est précisément l'intention de l'administration Trump et les droits de douanes participent à cette stratégie d'ensemble consistant précisément à choisir la réindustrialisation du pays, gage de puissance, au lieu de continuer à compter sur la place du dollar dans le monde, par ailleurs contestée. De là sans doute, les démêlés de l'administration Trump avec la Banque de Réserve fédérale (la Fed) qui conduit la politique monétaire de manière indépendante. Le président Trump veut voir le taux d'échange du dollar s'affaiblir pour rendre plus compétitif les produits « made in USA », aussi il est favorable à une baisse des taux d'intérêt. Ceci évidemment effraie les détenteurs de titres financiers libellés en dollar.

L'industrie manufacturière représente 10% du PIB des États-Unis d'Amérique en 2024 contre 16% en 1997. Alors que la Chine génère près d'un tiers du PIB manufacturier mondial, les États-Unis et l'Union européenne n'en représentent respectivement que 17% et 16%. Ces données relativisent l'inquiétude américaine, à moins qu'au contraire, les membres de l'Union européenne soient inconscients du danger menaçant. Étant donné les dernières alarmes des autorités européennes, il semblerait que la défense de l'industrie manufacturière

européenne soit placée haut dans l'agenda même si la stratégie choisie est bien moins claire que celle de l'administration Trump.

Ainsi, les manipulations des droits de douane ne sont pas à ranger parmi les lubies du locataire de la Maison Blanche. Il s'agirait de (re)changer la donne de l'accumulation ne pouvant pas être indéfiniment confiée au secteur financier dans un contexte de contestation de la place du dollar sur la scène internationale (permettant, par ailleurs, aux États-Unis de pratiquer une justice extraterritoriale).

La Cour Suprême a retoqué les décisions du président Trump sur la forme puisqu'il s'est octroyé des pouvoirs dévolus aux législateurs. Cet épisode domestique jette une lumière bien cruelle sur les « alliés » historiques de la puissante Amérique qui ont acquiescé aux exigences américaines.

Mais après tout, le capitalisme européen, s'il le faut vraiment, ira investir outre-Atlantique étant donné la faible résolution politique de ces fondés de pouvoir à Bruxelles, comme à Paris ou Berlin.

De toute façon, l'affrontement impérialiste majeur se déroule d'évidence dans la zone pacifique.

[© Copyright](#)